**57ème colloque ASRDLF - 1er, 2 et 3 septembre 2021, Avignon**

# **Session spéciale SS17 - Le financement de l’action publique locale**

**Organisateurs**: Guilhem Boulay guilhem.boulay@univ-avignon.fr; Marie Breuillé marie.breuille@inrae.fr; Matthieu Leprince matthieu.leprince@univ-brest.fr; Françoise Navarre navarre@u-pec.fr

L'appel à communications est ouvert jusqu'au **30 avril 2021**. Les résumés sont à déposer sur le site de l’ASRDLF à partir de l’adresse : https://asrdlf2021.org/sessions

**Mots-clés** : fiscalité, coûts, services publics locaux, collectivités territoriales

Cette session spéciale est organisée par le réseau Finances Locales (FiL)[[1]](#footnote-1) dont l'objectif est de soutenir la recherche pluridisciplinaire en finances locales, notamment en initiant de nouveaux projets de recherche dans le cadre d’appels à manifestation d’intérêt, et en favorisant la collaboration entre les acteurs et les chercheurs. La session est ouverte à tous (chercheurs et doctorants, experts…) intéressés par les problématiques relatives aux finances publiques locales

Plus précisément, la session vise à réunir des communications portant sur le financement de l'action publique locale, lequel a subi d’importantes transformations en une dizaine d’années : suppression de la taxe professionnelle, contraction des dotations de l’Etat, et plus récemment, suppression de la taxe d’habitation sur les résidences principales… Ces transformations font émerger de nouveaux enjeux liés au financement des services publics locaux, tout particulièrement dans le contexte de crise sanitaire et économique actuelle, qui peuvent se décliner autour des trois axes thématiques suivants.

**1/ Quels usages de la fiscalité locale ?**

Les réformes initiées conduisent-elles à des changements de vocation de la fiscalité locale ? Modifient-elles la répartition des charges fiscales entre payeurs initiaux et finaux, ou entre secteurs d’activité ? Les géographies des produits et des inégalités fiscales entre collectivités sont-elles transformées ?

Dans un contexte de raréfaction des ressources et de mutations, quels sont les « déterminants » des choix fiscaux effectués par les décideurs locaux ? Les évolutions intervenues ou à venir affectent-elles l’acceptabilité de l’impôt par les contribuables ?

**2/ Quels coûts et quels financements de l’action publique locale ?**

Face à une fiscalité locale moins génératrice de ressources, certaines collectivités pourraient se tourner vers un recours plus intense à la tarification. A l’inverse, d’autres collectivités semblent s’orienter vers la gratuité d’une partie de leurs services, supposant un appel plus appuyé à leurs contribuables… Quelles sont finalement les tendances à l’oeuvre et quels débats suscitent-elles ? Comment s’opèrent les arbitrages locaux entre les différentes options ? Conjointement, que sait-on des coûts des services publics locaux et de leurs évolutions ? La notion de coût global sert-elle de repère au sein des collectivités ?

**3/ Quels renouvellements de la fiscalité et des ressources locales ?**

La fiscalité environnementale fait-elle réellement son chemin dans les collectivités ? Y a-t-il un « verdissement » effectif des ressources locales et avec quels effets sur les comportements des agents économiques ? Quelle conciliation entre impératifs de lutte contre le changement climatique et considérations relatives à la justice des prélèvements ? Par ailleurs, dans quelle mesure les outils numériques peuvent-ils contribuer à améliorer la connaissance de la matière fiscale, son actualisation, la gestion de l’impôt ? L’abondance des données concernant les usages des services publics peut-elle servir à esquisser de nouvelles formes de taxation ou de financement ?

1. <https://reseau-fil.org/assurer-lavenir-de-la-recherche-en-finances-locales-ladcf-et-luniversite-de-paris-est-prennent-linitiative/> [↑](#footnote-ref-1)